

L'ÉDITO

par Philippe MARTIN

Deux discours

Au moment où les parkas rouges descendaient dans les gares et dépôts des TFC, hier, Charles Michel grimpa sur un petit nuage bleu azur.

Ce n'était pas tout à fait un hasard puisque la CGSP avait précisément choisi la date de mardi, jour du discours de Charles Michel à la Chambre, pour mener des actions de grève dans les services publics. Pas un hasard mais une prise de risque, sans doute, de confronter ainsi deux logiques, celle des perturbations sur le rail et dans l'ensemble des services publics, au bilan du gouvernement fédéral.

Sans savoir ce que retiendra le citoyen de la journée d'hier. Plutôt les inquiétudes pour les fins de carrière des cheminots et l'opposition au service minimum rappelées par le syndicat socialiste ? Ou la litanie de succès présentée par le Premier ministre ? À moins que ce ne soit, plus prosaïquement, les heures passées dans les embouteillages...

Les grévistes mettent le pays à l'arrêt ? Charles Michel, lui, déroule ! Pour son quatrième discours de politique générale, il ne manque pas de chiffres ni d'arguments : 130 000 jobs créés en trois ans, le nombre record de 4,8 millions de Belges

qui ont un emploi, 14 milliards de mesures d'assainissement structurel, cinq hausses du revenu d'intégration sociale, 295 personnes condamnées dans des dossiers de terrorisme, 113 textes de loi pour moderniser la justice... N'en jetez plus ! Et Michel en profite pour taper sur le clou. La CGSP a voulu muscler son opposition en organisant une grève hier ? Michel, de son côté, saute sur l'occasion pour annoncer que le fédéral va « *concrétiser le service minimum* ». À l'offensive, toute ! Aux critiques, le Premier ministre oppose des chiffres. À la « *démocratie des slogans* », la « *démocratie des résultats* », se félicite-t-il.

Le discours a-t-il été convaincant ? En réalité, Michel et la coalition suédoise ont deux ans pour conclure. Deux ans pour faire taire les inquiétudes sur les pensions et sur l'efficacité des services publics, deux ans pour faire en sorte que chaque travailleur, chaque citoyen, chaque électeur perçoive individuellement les bienfaits de la croissance et des réformes menées par un gouvernement de centre droit. Sans quoi, ce seront peut-être les arguments du front de gauche, espéré par le syndicat socialiste, qui referont surface. En Wallonie s'entend.